

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Montmagny

Code géographique : 18050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), André Lévesque CPA-CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Montmagny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2018-04-26

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montmagny,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Montmagny (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A110424

Montmagny

DATE 2019-04-30

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations	
		2018	2017
Revenus			
Taxes	1	16 743 910	16 345 866
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 378 448	1 283 714
Quotes-parts	3		1 031
Transferts	4	1 969 786	2 346 047
Services rendus	5	2 644 923	2 506 440
Imposition de droits	6	428 725	418 718
Amendes et pénalités	7	297 639	332 108
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	252 588	226 980
Autres revenus	10	351 756	285 092
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	24 067 775	23 745 996
Charges			
Administration générale	14	3 666 218	3 473 258
Sécurité publique	15	3 010 096	2 750 244
Transport	16	4 218 756	3 871 759
Hygiène du milieu	17	4 575 725	4 628 340
Santé et bien-être	18	101 823	243 340
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 228 517	1 207 431
Loisirs et culture	20	5 180 700	5 058 177
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	643 269	661 587
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	22 625 104	21 894 136
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 442 671	1 851 860
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	51 727 262	49 904 571
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(32 787)	(29 169)
Solde redressé	28	51 694 475	49 875 402
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	53 137 146	51 727 262

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 892 086	5 178 349
Débiteurs (note 5)	2	6 768 503	6 577 891
Prêts (note 6)	3	80 500	90 500
Placements de portefeuille (note 7)	4	194 996	161 571
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	13 936 085	12 008 311
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 198 706	3 437 035
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 242 542	2 712 892
Revenus reportés (note 12)	12	459 533	410 927
Dette à long terme (note 13)	13	28 178 834	25 031 895
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	35 079 615	31 592 749
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(21 143 530)	(19 584 438)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	73 789 877	70 741 702
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	205 551	205 551
Stocks de fournitures	19	195 826	180 860
Autres actifs non financiers (note 17)	20	89 422	183 587
	21	74 280 676	71 311 700
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	53 137 146	51 727 262

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations	
		2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 442 671	1 851 860
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(6 806 744)	(5 507 754)
Produit de cession	3	23 049	149 650
Amortissement	4	3 763 647	3 742 253
(Gain) perte sur cession	5	(23 049)	(139 912)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(3 043 097)	(1 755 763)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(14 964)	47 907
Variation des autres actifs non financiers	10	94 165	(83 857)
	11	79 201	(35 950)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(37 867)	(29 169)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 559 092)	30 978
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(19 584 438)	(19 615 416)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(19 584 438)	(19 615 416)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(21 143 530)	(19 584 438)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 442 671	1 851 860
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 763 647	3 742 253
Autres			
- (Gains) pertes sur cession	3	(23 049)	(139 912)
- Cession et reduc valeur immo	4		(23 289)
	5	5 183 269	5 430 912
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(645 170)	(475 267)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	248 622	105 963
Revenus reportés	9	48 606	(671 988)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(14 966)	47 907
Autres actifs non financiers	13	94 165	(83 857)
	14	4 914 526	4 353 670
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 530 793)	(5 507 754)
Produit de cession	16	23 049	149 650
	17	(6 507 744)	(5 358 104)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(96 497)	(127 457)
Remboursement ou cession	19	73 072	22 305
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(23 425)	(105 152)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 971 000	2 166 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 623 656)	(2 631 078)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(238 329)	1 008 538
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(9 405)	1 486
Autres			
- Encaissement sub. à recevoir	27	454 558	423 946
- Encaissement d'un ref. reporté	28	2 809 000	
	29	3 363 168	968 892
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 746 525	(140 694)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 178 349	5 319 044
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	(32 788)	(1)
Solde redressé	33	5 145 561	5 319 043
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	6 892 086	5 178 349

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 19.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de développement économique de Montmagny :	100%	
Corporation du camping de la Pointe-aux-Oies Inc.:	100%	

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, passifs, des revenus et des charges du partenariat, Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny auquel elle participe dans une proportion de 40.85%.

B) Comptabilité d'exercice***Estimations comptables***

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Améliorations locatives	6,67 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,0 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10,0 % à 20,0 %
Machinerie, outillage et équipement divers	de 5,0 % à 10,0 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs, actifs éventuels et droits contractuels**

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la ville. L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à l'égard des droits contractuels ainsi que leur échéancier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 892 086	5 178 349
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments	4		
	5		
	6		
	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	6 892 086	5 178 349
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	3 135 302	3 081 147
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	620 177	697 092
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 809 853	4 491 242
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	22	240 235
Organismes municipaux	15	48 400	
Autres			
- Mutation, cour mun, TPS-TVQ	16	1 290 051	1 149 296
- Fonds réservés et d'amort.	17		26
	18	6 768 503	6 577 891
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 619 725	3 700 144
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 619 725	3 700 144
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	20 500	20 500
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Prêt à un organisme	26	60 000	70 000
- Prêt à un organisme	27		
	28	80 500	90 500
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	194 996	161 571
Autres placements	31		
	32	194 996	161 571
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements de portefeuille sont composés de sommes versés à l'Union des municipalités dans le fonds de garantie pour 23 016\$, par un montant de 171 781\$ prêté à des contribuables pour des installations septiques, portant intérêt au taux de 1,515% dont l'échéance est en 2032 et par un montant de 199\$ pour les organismes contrôlés.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

35

Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

36

37

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

38

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

39

Régimes à cotisations déterminées

40

Autres régimes (REER et autres)

41

Régimes de retraite des élus municipaux

42

43

330 174

23 296

41 028

394 498

319 331

28 908

348 239

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)

44

Autres

45

46

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une couverture de crédit bancaire de 1 000 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (3.95%) et remboursable annuellement. Cette couverture de crédit bancaire est utilisée pour les opération courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant de 9 772 975\$, portant intérêt au taux préférentiel (3.95%) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville. Au 31 décembre 2018, le solde de ces emprunts bancaires s'élèvent à 3 198 706\$.

11. Créiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 369 084	1 262 899
Salaires et avantages sociaux	48	902 485	960 875
Dépôts et retenues de garantie	49	247 455	83 754
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement Du QC et ses entr	53	28 763	27 435
- Organismes municipaux	54	121 222	127 946
- Intérêts courus dette LT	55	129 258	114 026
- Autres courus et passifs	56	163 247	135 957
- Dû sur immobilisations	57	281 028	
	58	3 242 542	2 712 892

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	231 686	213 841
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	12 575	21 183
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	68	147 794	115 820
- Subvention perçue d'avance	69	8 000	13 825
- Revenus Camping perçus d'avanc	70	59 478	46 258
-	71		
	72	459 533	410 927

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,59	2019	2023 73
	28 371 166			25 214 822
Obligations et billets en monnaies étrangères				74
Gains (pertes) de change reportés				75
				76
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises				77
Organismes municipaux				78
Obligations découlant de contrats de location-acquisition				79
Autres				80
				81
	28 371 166			25 214 822
Frais reportés liés à la dette à long terme				82 (
	192 332) (			182 927)
				83
	28 178 834			25 031 895

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2019	84	92	3 165 188	100	109	117
2020	85	93	2 855 774	101	110	118
2021	86	94	2 792 267	102	111	119
2022	87	95	2 621 667	103	112	120
2023	88	96	2 566 749	104	113	121
2024 et +	89	97	14 369 521	105	114	122
	90	98	28 371 166	106	115	123
Intérêts et frais accessoires			107 (			124 (
	91	99	28 371 166	108	116	125
						28 371 166

Note

	2018		2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(21 143 530)		(19 584 438)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (		127 (	
Autres	128 (		128 (	
	129	(21 143 530)		(19 584 438)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations

		<u>Solde au</u> <u>début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession /</u> <u>Ajustement</u>		<u>Solde à</u> <u>la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	18 289 822	158	383 287	185		212	18 673 109
Eaux usées	131	26 388 740	159	648 647	186		213	27 037 387
Chemins, rues, routes, trottoirs,								
ponts, tunnels et viaducs	132	35 547 772	160	1 665 489	187		214	37 213 261
Autres	133	6 726 184	161	194 788	188		215	6 920 972
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	20 493 999	163	49 848	190		217	20 543 847
Améliorations locatives	136	544 704	164	228 510	191		218	773 214
Véhicules	137	4 714 260	165	39 769	192	167 664	219	4 586 365
Ameublement et équipement								
de bureau	138	3 996 440	166	106 239	193		220	4 102 679
Machinerie, outillage et équipement								
divers	139	4 684 423	167	463 351	194		221	5 147 774
Terrains	140	1 639 046	168	135 687	195		222	1 774 733
Autres	141	32 552	169		196		223	32 552
	142	123 057 942	170	3 915 615	197	167 664	224	126 805 893
Immobilisations en cours	143	7 055 877	171	2 891 129	198	(5 078)	225	9 952 084
	144	130 113 819	172	6 806 744	199	162 586	226	136 757 977
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	9 459 489	173	464 141	200		227	9 923 630
Eaux usées	146	16 379 410	174	673 968	201		228	17 053 378
Chemins, rues, routes, trottoirs,								
ponts, tunnels et viaducs	147	15 256 964	175	1 152 630	202		229	16 409 594
Autres	148	2 445 432	176	181 063	203		230	2 626 495
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	6 502 960	178	510 664	205		232	7 013 624
Améliorations locatives	151	272 656	179	80 454	206		233	353 110
Véhicules	152	2 809 753	180	214 492	207	167 664	234	2 856 581
Ameublement et équipement								
de bureau	153	3 247 265	181	161 022	208		235	3 408 287
Machinerie, outillage et équipement								
divers	154	2 965 636	182	325 213	209		236	3 290 849
Autres	155	32 552	183		210		237	32 552
	156	59 372 117	184	3 763 647	211	167 664	238	62 968 100
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	70 741 702					239	73 789 877
Biens loués en vertu de contrats								
de location-acquisition inclus								
dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241 (		244 (		246 (		248 (	
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	205 551	205 551
Autres	252		
	253	205 551	205 551
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le			
poste « Propriétés destinées à la revente »	255	205 551	205 551
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	89 422	64 303
	257		
	258		
Autres			
- Installation septique	259		119 284
	260		
	261	89 422	183 587
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles***Engagements contractuels***

En vertu de divers contrats, la ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 3 259 066\$. Pour pourvoir à ces engagements, la ville devra prévoir les sommes suivantes pour les trois prochains exercices financiers :

2019	1 642 533\$
2020	873 253\$
2021	743 280\$

Participation financière auprès d'organisme

De plus, en vertu de résolutions du conseil, la ville s'est engagée à participer financièrement à la réalisation de projets de divers organismes au cours des années à venir. Ces engagements totalisent 1 195 500\$ et se détaillent comme suit:

2019	501 500\$
2020	371 000\$
2021	279 000\$
2022	44 000\$

La Ville s'est engagé par contrat avec la Régie de gestion des matières résiduelle de la Mauricie à payer 64\$ la tonne pour l'enfouissement des matières résiduelles.

Office municipal d'habitation de la Ville de Montmagny

L'Office municipal d'habitation de la Ville de Montmagny, la ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. Le Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

19. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 142 031\$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 108 943\$ en 2019, 124 351\$ en 2020, 110 418\$ en 2021, 99 132\$ en 2022 et 91 407\$ en 2023.

La municipalité a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2033, prévoyant la perception de loyers totalisant 165 000\$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 11 000\$ en 2019, à 11 000\$ en 2020, à 11 000\$ en 2021, à 11 000\$ en 2022 et à 11 000\$ en 2023.

20. Passifs éventuels

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

a) Cautionnement et garantie

La ville assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'un emprunt consenti à un organisme non compris dans son périmètre comptable pour un montant maximal de 50 000\$. Au 31 décembre 2018, le solde de cet emprunt est de 0\$ (0\$ en 2017).

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté de Montmagny. Au 31 décembre 2018, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 767 264\$.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

En date des états financiers, une seule poursuite contre la Ville de Montmagny était en cours. La direction de la Ville juge qu'il n'est pas pertinent de comptabiliser un passif éventuel, la réclamation étant non matérielle.

d) Autres

Loi concernant la protection de l'environnement

Les opérations de la ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la ville opère en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, sauf pour le coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissements, seraient comptabilisés aux résultats de l'exercice en cours.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

L'état financier d'un des organismes inclus dans le périmètre comptable de la Ville présente un redressement affecté aux exercices antérieurs afin de comptabiliser les vacances courues à payer de ses employés au montant de 23 294 \$. De plus, la corporation de la bibliothèque étant une composante non importante, elle n'a pas été consolidée cette année. Aucun redressement rétroactif n'a été fait. Par conséquent, un redressement de 32 787 \$ est nécessaire pour l'année en cours.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets non consolidés adoptés par les organismes contrôlés (sauf pour la Corporation du camping de la Pointe-aux-Oies), après élimination des opérations réciproques.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

24. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

25 FLUX DE TRÉSORERIE

	2018	2017
Intérêts payés au cours de l'exercice	486 639 \$	517 997 \$
Intérêt reçus au cours de l'exercice	250 430 \$	225 161 \$

26 FONDS DE ROULEMENT

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement

27 PASSIF AU TITRE DE L'ASSAINISSEMENT DES SITES CONTAMINÉS

La ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2018, aucun montant n'est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 345 866	16 648 240	16 743 910			16 743 910
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 283 714	1 333 370	1 378 448			1 378 448
Quotes-parts	3					291 637	
Transferts	4	656 322	540 010	568 367			568 367
Services rendus	5	1 675 315	1 580 620	1 804 862		1 361 056	2 644 923
Imposition de droits	6	418 718	300 800	428 725			428 725
Amendes et pénalités	7	332 108	258 000	297 639			297 639
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	225 161	120 000	250 430		2 164	252 588
Autres revenus	10	285 128	15 000	301 456		300	301 756
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	21 222 332	20 796 040	21 773 837		1 655 157	22 616 356
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 689 725		1 401 419			1 401 419
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			50 000			50 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 689 725		1 451 419			1 451 419
	21	22 912 057	20 796 040	23 225 256		1 655 157	24 067 775
Charges							
Administration générale	22	3 124 636	3 254 810	3 309 387	197 611	327 601	3 666 218
Sécurité publique	23	2 561 245	2 759 990	2 821 251	188 845		3 010 096
Transport	24	2 676 278	2 950 180	2 957 337	1 260 397	1 022	4 218 756
Hygiène du milieu	25	3 234 417	3 494 760	3 291 281	1 321 663	280 882	4 575 725
Santé et bien-être	26	243 340	193 000	101 823			101 823
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 062 514	1 275 890	1 079 179	18 982	359 714	1 228 517
Loisirs et culture	28	3 862 796	3 815 230	4 001 377	692 043	584 072	5 180 700
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	647 544	679 920	643 275			643 269
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 681 838	3 650 240	3 679 541	(3 679 541)		
	33	21 094 608	22 074 020	21 884 451		1 553 291	22 625 104
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 817 449	(1 277 980)	1 340 805		101 866	1 442 671

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018		Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 817 449	(1 277 980)	1 340 805	101 866	1 442 671
Moins: revenus d'investissement	2	(1 689 725)	()	(1 451 419)	()	(1 451 419)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	127 724	(1 277 980)	(110 614)	101 866	(8 748)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	3 681 838	3 650 240	3 679 541	84 106	3 763 647
Produit de cession	5	148 150		22 749	300	23 049
(Gain) perte sur cession	6	(139 948)		(22 749)	(300)	(23 049)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 690 040	3 650 240	3 679 541	84 106	3 763 647
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	1 431		21 398		21 398
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	20 874		22 830		22 830
	15	22 305		44 228		44 228
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 208 545)	(2 145 260)	(2 169 098)	()	(2 169 098)
	18	(2 208 545)	(2 145 260)	(2 169 098)		(2 169 098)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(305 235)	(110 000)	(273 887)	(30 000)	(243 887)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	28 300	500 000	61 357		61 357
Excédent de fonctionnement affecté	21	19 574	50 000	68 450		68 450
Réserves financières et fonds réservés	22	(507 655)	(667 000)	(586 447)		(586 447)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(12 868)		(12 868)		(12 868)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(777 884)	(227 000)	(743 395)	30 000	(713 395)
	26	725 916	1 277 980	811 276	114 106	925 382
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	853 640		700 662	215 972	916 634

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017		Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 689 725	1 451 419		1 451 419
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(160 889)	(779 656)	(21 939)	(801 595)
Sécurité publique	3	(35 257)	(143 726)	()	(143 726)
Transport	4	(2 188 130)	(2 896 655)	()	(2 896 655)
Hygiène du milieu	5	(2 481 380)	(1 978 617)	()	(1 978 617)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(8 546)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(538 625)	(757 641)	(228 510)	(986 151)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(5 412 827)	(6 556 295)	(250 449)	(6 806 744)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(127 235)	(125 450)	((30 000))	(95 450)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 712 288	2 596 861		2 596 861
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	305 235	273 887	(30 000)	243 887
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	462 367	608 438	202 327	810 765
Excédent de fonctionnement affecté	16	(66 500)	5 838		5 838
Réserves financières et fonds réservés	17	36 871	807 681		807 681
	18	737 973	1 695 844	172 327	1 868 171
	19	(3 089 801)	(2 389 040)	(48 122)	(2 437 162)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(1 400 076)	(937 621)	(48 122)	(985 743)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 804 092	6 539 995	352 091	6 892 086
Débiteurs (note 5)	2	6 564 479	6 690 908	77 595	6 768 503
Prêts (note 6)	3	90 500	110 500		80 500
Placements de portefeuille (note 7)	4	158 586	194 797	199	194 996
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	11 617 657	13 536 200	429 885	13 936 085
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 437 035	3 198 706		3 198 706
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 645 316	3 104 161	138 381	3 242 542
Revenus reportés (note 12)	12	364 669	400 055	59 478	459 533
Dette à long terme (note 13)	13	25 031 895	28 178 834	30 000	28 178 834
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	31 478 915	34 881 756	227 859	35 079 615
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(19 861 258)	(21 345 556)	202 026	(21 143 530)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	70 469 654	73 351 486	438 391	73 789 877
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	205 551	205 551		205 551
Stocks de fournitures	19	180 860	195 826		195 826
Autres actifs non financiers (note 17)	20	183 120	83 139	6 283	89 422
	21	71 039 185	73 836 002	444 674	74 280 676
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 219 162	903 619	176 431	1 080 050
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 556 329	1 817 114		1 817 114
Réserves financières et fonds réservés	24	1 444 818	1 238 188	80 000	1 318 188
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(38 603)	(25 735)		(25 735)
Financement des investissements en cours	26	(2 393 524)	(3 331 145)		(3 331 145)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	49 389 745	51 888 405	390 269	52 278 674
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	51 177 927	52 490 446	646 700	53 137 146

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
Rémunération	1	5 956 450	5 773 600	6 375 604	6 003 615
Charges sociales	2	1 199 750	1 165 677	1 255 620	1 166 966
Biens et services	3	8 231 900	8 426 282	8 390 888	8 134 766
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	474 460	442 174	442 174	440 977
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	122 260	122 253	122 253	126 516
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	83 200	78 848	78 842	94 094
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	847 920	846 102	846 102	782 892
Transferts	10				
Autres	11	481 690	473 712	473 712	380 185
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	984 800	833 375	833 375	990 370
Amortissement des immobilisations	14	3 650 240	3 679 541	3 763 647	3 742 253
Autres					
- Autres objets	15	41 350	42 887	42 887	31 502
-	16				
-	17				
	18	22 074 020	21 884 451	22 625 104	21 894 136

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6

Autres charges	7
	8
	9

Excédent (déficit) de l'exercice	10
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21

Solde du Fonds local d'investissement	22
--	-----------

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière
 Revenus provenant de la gestion de l'exploitation
 du sable et du gravier
 Autres revenus

1

2

3

4

Charges

Frais de gestion
 Salaires
 Créances douteuses
 Autres frais de gestion

5

6

7

8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

9

10

11

12

13

14

15

16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
 Placements de portefeuille

18

19

Débiteurs

Provision pour créances douteuses

20

21

22

Autres

23

24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie
 Créiteurs et charges à payer
 Revenus reportés
 Provenant de la gestion foncière
 Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier
 Autres
 Autres

25

26

27

28

29

30

31

**Soi de du Fonds de gestion et de mise en valeur
 du territoire**

32

Note sur les autres actifs

Note sur les créiteurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 080 050	1 413 464
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 817 114	1 556 329
Réserves financières et fonds réservés	3	1 318 188	1 524 818
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(25 735)	(38 603)
Financement des investissements en cours	5	(3 331 145)	(2 393 524)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	52 278 674	49 664 778
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	53 137 146	51 727 262
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	903 619	1 219 162
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	176 431	194 302
	11	1 080 050	1 413 464
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Parc industriel - Phase 2	12	549 113	214 040
- Dévelop. du Parc industriel	13	31 299	31 299
- Ent. équipement + mat. loisirs	14	15 473	33 863
- Prov. événements + Fêtes 375°	15	148 277	42 000
- Gestion mat. résiduelles	16	540 000	540 000
- Fonds élite sportive	17	10 371	10 371
- Gestion R.H.	18	22 581	34 756
- Dépôt lot # 5 555 957	19	100 000	100 000
- Budget 2019	20	400 000	550 000
	21	1 817 114	1 556 329
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 817 114	1 556 329
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve élections	27	67 132	44 235
- Réserve eaux usées	28	529 081	703 937
- Réserve eau potable	29	29 777	149 615
- Réserve usine trait. eau	30	75 423	
-	31		
	32	701 413	897 787
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	370 062	371 172
Organismes contrôlés et partenariats	38	80 000	80 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	45 117	56 015
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Montants réservés pour dette	45	121 596	119 844
-	46		
	47	616 775	627 031
	48	1 318 188	1 524 818

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

51 () ()

Autres

52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

55 () ()

Assainissement des sites contaminés

56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert

57 () ()

Autres

58 () ()

-

59 () ()

-

60 () ()

Mesures d'allègement fiscal transitoiresModifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme

62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

63 () ()

Utilisation du fonds de roulement

64 () ()

Mesure relative aux frais reportés

65 (25 735) (38 603)

Autres

66 () ()

-

67 () ()

-

68 (25 735) (38 603)

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme

70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

71 () ()

Autres

72 () ()

-

73 () ()

-

74 () ()

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

76

Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS

77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement

78

Autres

79

-

80

81 (25 735) (38 603)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82	1 467 187	1 409 924
Investissements à financer	83 (	4 798 332) (	3 803 448)
	84	(3 331 145)	(2 393 524)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs**Éléments d'actif**

Immobilisations	85	73 789 877	70 741 702
Propriétés destinées à la revente	86	205 551	205 551
Prêts	87	80 500	90 500
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	194 996	161 571
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	74 270 924	71 199 324
Ajustements aux éléments d'actif	91	(49 809)	(19 868)
	92	74 221 115	71 179 456

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	93 (	28 178 834) (	25 031 895)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	192 332) (	182 927)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 619 725	3 700 144
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	2 809 000	
	98 (	21 942 441) (	21 514 678)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	21 942 441) (	21 514 678)
	101	52 278 674	49 664 778

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Régimes de retraite
enregistrés

Régimes
supplémentaires de
retraite

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

1 _____ 2 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

2018

2017

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) au début de l'exercice

3 _____

Charge de l'exercice

4 (_____) (_____)

Cotisations versées par l'employeur

5 _____

Actif (passif) à la fin de l'exercice

6 _____

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice

7 _____

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice

8 (_____) (_____)

Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation

9 _____

Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)

10 _____

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value

11 _____

Provision pour moins-value

12 (_____) (_____)

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice

13 _____

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes en cause

14 _____

Valeur des actifs à la fin de l'exercice

15 _____

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice

16 (_____) (_____)

Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation

17 (_____) (_____)

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice

18 _____

Coût des services passés découlant d'une modification de régime

19 _____

Cotisations salariales des employés

20 _____

Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes

21 (_____) (_____)

interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur

22 (_____) (_____)

Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)

23 _____

Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value

24 _____

Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime

25 _____

Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime

26 _____

Variation de la provision pour moins-value

27 _____

Autres

28 _____

-

29 _____

-

30 _____

Charge de l'exercice excluant les intérêts

31 _____

Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées

32 _____

Rendement espéré des actifs

33 (_____) (_____)

Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)

34 _____

Charge de l'exercice

35 _____

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
	_____		_____

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

53

54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****Autres**

-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Montmagny contribue à un régime complémentaire de retraite à l'acquis de ses employés réguliers. La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour les cotisations dues et non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111	330 174	319 331
	112	<u>330 174</u>	<u>319 331</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue au régime de REER individuel des pompiers. La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	<u>23 296</u>	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	<u>7</u>	<u>6</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>9 117</u>	<u>6 616</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	30 387	18 750
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>10 641</u>	<u>10 158</u>
	119	<u>41 028</u>	<u>28 908</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	12 042 800	12 097 090	12 097 090	11 745 308
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	1 150 290	1 167 724	1 167 724	1 151 231
	9	13 193 090	13 264 814	13 264 814	12 896 539
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 594 740	1 607 522	1 607 522	1 562 692
Égout	11	94 400	95 219	95 219	94 172
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 368 190	1 361 452	1 361 452	1 372 767
Autres					
- Prot. contre les incendies	14	292 350	292 687	292 687	292 097
- Revitalisation Centre-Ville	15	27 200	27 252	27 252	26 919
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	63 400	64 405	64 405	63 646
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20	14 870	30 559	30 559	37 034
Activités d'investissement	21				
	22	3 455 150	3 479 096	3 479 096	3 449 327
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 455 150	3 479 096	3 479 096	3 449 327
	27	16 648 240	16 743 910	16 743 910	16 345 866

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	237 220	239 164	239 164	238 510
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29	20 630	20 636	20 636	20 637
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32	257 850	259 800	259 800	259 147
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	562 320	567 841	567 841	543 927
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	489 080	522 125	522 125	455 938
	36	1 051 400	1 089 966	1 089 966	999 865
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	1 309 250	1 349 766	1 349 766	1 259 012
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	10 320	10 428	10 428	10 249
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	1 520	1 518	1 518	1 519
Taxes d'affaires	44				
	45	11 840	11 946	11 946	11 768
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47	7 800	7 800	7 800	7 800
	48	7 800	7 800	7 800	7 800
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité					
Autres	49				
	50	4 480	8 936	8 936	5 134
	51	4 480	8 936	8 936	5 134
	52	1 333 370	1 378 448	1 378 448	1 283 714

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53	13 610	14 031	14 031	20 778
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	33 380	36 375	36 375	36 807
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60	3 500	6 885	6 885	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		589	589	
Réseau de distribution de l'eau potable	69	30 200	25 411	25 411	26 309
Traitement des eaux usées	70				
Réseaux d'égout	71	30 690	25 912	25 912	22 791
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73	220 000	153 012	153 012	154 492
Tri et conditionnement	74	100 000	91 606	91 606	86 682
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	20 000	10 314	10 314	31 723
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	20 940	20 947	20 947	21 727
Autres	89	15 000	8 950	8 950	20 000
Réseau d'électricité	90				
	91	487 320	394 032	394 032	421 309

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95		101 309	101 309	
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		89 231	89 231	909 750
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108		692 425	692 425	306 038
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110		440 954	440 954	423 984
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126				(9 407)
Activités culturelles					
Bibliothèques	127		77 500	77 500	34 300
Autres	128				25 060
Réseau d'électricité	129				
	130		1 401 419	1 401 419	1 689 725

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132	52 690	52 664	52 664	114 234
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		121 671	121 671	120 779
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Partage des revenus du cannabis	138				
Autres	139				
	140	52 690	174 335	174 335	235 013
TOTAL DES TRANSFERTS	141	540 010	1 969 786	1 969 786	2 346 047

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2018	2018	2018	2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142	13 000	5 279	13 854
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	13 000	5 279	13 854
Sécurité publique				
Police	146	9 000	13 376	7 149
Sécurité incendie	147	256 820	327 185	219 573
Sécurité civile	148			
Autres	149	35 810		
	150	301 630	340 561	226 722
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175		247 425	234 363
Autres	176			
	177		247 425	234 363
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	106 500	97 827	142 659
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			376
Autres	180			
	181	106 500	97 827	143 035
Réseau d'électricité	182			
	183	421 130	443 667	617 974

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	52 750	49 015	33 922
	187	52 750	49 015	33 922
Sécurité publique				
Police	188	500		
Sécurité incendie	189	2 000		10 433
Sécurité civile	190			
Autres	191	1 000	2 154	2 031
	192	3 500	2 154	12 464
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	10 000		
Enlèvement de la neige	194	20 000		
Autres	195	1 240	15 248	7 859
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200	51 082	51 082	34 924
	201	31 240	66 330	42 783
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	85 000	78 592	73 286
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205		78 593	73 286
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208	10 000	14 821	13 777
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211	5 000	5 972	2 264
	212	100 000	177 978	162 613
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			9 446
	216			9 446
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219	9 510		
Autres	220	22 740	34 800	32 885
	221	32 250	34 800	32 885
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	935 950	1 028 792	1 591 525
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	3 800	2 126	3 150
	225	939 750	1 030 918	1 594 675
Réseau d'électricité	226			
	227	1 159 490	1 361 195	1 888 466
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 580 620	1 804 862	2 506 440

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	33 000	44 754	44 754	38 542
Droits de mutation immobilière	230	192 000	233 971	233 971	255 176
Droits sur les carrières et sablières	231	75 000	150 000	150 000	125 000
Autres	232	800			
	233	300 800	428 725	428 725	418 718
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	234	258 000	297 639	297 639	332 108
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	236	120 000	250 430	252 588	226 980
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		22 749	23 049	139 912
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		225 946	225 946	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				
Autres contributions	243		102 761	102 761	145 180
Redevances réglementaires	244				
Autres	245				
	246		351 456	351 756	285 092
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non auditée		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	400 370	437 035	5 991	443 026	444 571	391 986
Greffe et application de la loi	2	654 480	694 728	10 876	705 604	705 604	693 470
Gestion financière et administrative	3	1 014 670	972 763	62 244	1 035 007	1 042 188	1 018 728
Évaluation	4	219 840	225 589		225 589	225 589	212 247
Gestion du personnel	5	460 600	460 006	1 286	461 292	461 292	474 532
Autres							
- Autres	6	504 850	519 266	117 214	636 480	786 974	682 295
-	7						
	8	3 254 810	3 309 387	197 611	3 506 998	3 666 218	3 473 258
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 411 040	1 487 675		1 487 675	1 487 675	1 382 292
Sécurité incendie	10	1 284 710	1 268 767	188 845	1 457 612	1 457 612	1 315 897
Sécurité civile	11	10 950	12 423		12 423	12 423	5 610
Autres	12	53 290	52 386		52 386	52 386	46 445
	13	2 759 990	2 821 251	188 845	3 010 096	3 010 096	2 750 244
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	984 650	781 774	1 087 382	1 869 156	1 870 178	1 792 845
Enlèvement de la neige	15	1 204 480	1 475 406	34 145	1 509 551	1 509 551	1 276 704
Éclairage des rues	16	155 520	139 386	22 330	161 716	161 716	177 853
Circulation et stationnement	17	196 620	155 018	48 467	203 485	203 485	198 894
Transport collectif							
Transport en commun	18		54 816		54 816	54 816	52 708
Transport aérien	19						
Transport par eau	20	1 560	457		457	457	949
Autres	21	407 350	350 480	68 073	418 553	418 553	371 806
	22	2 950 180	2 957 337	1 260 397	4 217 734	4 218 756	3 871 759

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	805 290	815 104	178 785	993 889	993 889	952 050
Réseau de distribution de l'eau potable	24	508 140	442 930	390 520	833 450	833 450	832 966
Traitement des eaux usées	25	289 030	247 196	427 266	674 462	674 462	792 200
Réseaux d'égout	26	401 250	349 754	325 092	674 846	674 846	675 100
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	428 430	411 089		411 089	370 240	444 410
Élimination	28	556 630	545 447		545 447	549 077	492 391
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	174 750	175 414		175 414	175 414	169 556
Tri et conditionnement	30	134 620	130 198		130 198	130 198	128 801
Matières organiques							
Collecte et transport	31	86 490	74 365		74 365	74 365	36 046
Traitement	32	24 620	23 136		23 136	23 136	23 732
Matériaux secs	33	50 670	41 654		41 654	41 654	50 350
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36	17 840	17 828		17 828	17 828	14 187
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	17 000	17 166		17 166	17 166	16 551
Autres	39						
	40	3 494 760	3 291 281	1 321 663	4 612 944	4 575 725	4 628 340
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	156 500	75 948		75 948	75 948	146 072
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	36 500	25 875		25 875	25 875	97 268
	44	193 000	101 823		101 823	101 823	243 340
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	542 390	456 981	2 269	459 250	459 250	448 805
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	2 200					
Autres biens	47	76 500	6 268		6 268	6 268	68 509
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	466 610	436 581	16 713	453 294	583 650	511 765
Tourisme	49	147 190	146 974		146 974	146 974	140 449
Autres	50						
Autres	51	41 000	32 375		32 375	32 375	37 903
	52	1 275 890	1 079 179	18 982	1 098 161	1 228 517	1 207 431

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 077 030	1 122 061	86 379	1 208 440	1 695 720	1 609 370
Patinoires intérieures et extérieures	54	547 510	656 431	88 846	745 277	745 277	651 013
Piscines, plages et ports de plaisance	55	416 990	466 671	33 041	499 712	499 712	462 006
Parcs et terrains de jeux	56	785 330	773 800	229 560	1 003 360	1 003 360	978 011
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	28 000	54 310		54 310	54 310	23 000
Autres	59	77 600	39 345	9 681	49 026	49 026	107 149
	60	2 932 460	3 112 618	447 507	3 560 125	4 047 405	3 830 549
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	317 850	318 089	44 786	362 875	362 875	416 987
Bibliothèques	62	321 860	316 346	181 365	497 711	497 711	535 150
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	190 860	204 042	17 902	221 944	221 944	223 363
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	52 200	50 282	483	50 765	50 765	52 128
	66	882 770	888 759	244 536	1 133 295	1 133 295	1 227 628
	67	3 815 230	4 001 377	692 043	4 693 420	5 180 700	5 058 177
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	531 720	501 871		501 871	501 871	509 103
Autres frais	70	65 000	62 556		62 556	62 556	58 390
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	83 200	78 848		78 848	78 842	94 094
	73	679 920	643 275		643 275	643 269	661 587
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	3 650 240	3 679 541	(3 679 541)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Montmagny

Code géographique : 18050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	660 082	660 082	1 062 153
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	194 207	194 207	16 642
Conduites d'égout	4	655 793	655 793	1 244 022
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 659 037	2 659 037	1 980 730
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	59 109	59 109	82 652
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	192 181	192 181	242 233
Autres infrastructures	11	58 942	58 942	67 928
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	123 083	123 083	58 079
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 086 195	1 270 100	109 312
Améliorations locatives	15			94 927
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	43 992	43 992	30 447
Ameublement et équipement de bureau	18	71 561	114 609	37 565
Machinerie, outillage et équipement divers	19	752 113	775 609	481 064
Terrains	20			
Autres	21			
	22	6 556 295	6 806 744	5 507 754

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	660 082	660 082	1 062 153
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	194 207	194 207	16 642
Conduites d'égout	26	655 793	655 793	1 244 022
Autres infrastructures	27	2 969 269	2 969 269	2 373 543
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	2 076 944	2 327 393	811 394
	34	6 556 295	6 806 744	5 507 754

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	210 569	82 304	24 272	268 601
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	21 304 109	5 323 558	2 144 827	24 482 840
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	21 514 678	5 405 862	2 169 099	24 751 441
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 700 144	374 139	454 558	3 619 725
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 700 144	374 139	454 558	3 619 725
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 700 144	374 139	454 558	3 619 725
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 700 144	374 139	454 558	3 619 725
	19	25 214 822	5 780 001	2 623 657	28 371 166
Dettes en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	25 214 822	5 780 001	2 623 657	28 371 166

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	28 371 166
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 886 047
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	166 713
--	---	---------

Débiteurs	9	3 619 725
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	297 272
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- Refinancement avant échéance	13	2 809 000
--------------------------------	----	-----------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	24 364 503
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	24 364 503
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 767 264
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	26 131 767
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	26 131 767
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	205 240	205 228	205 228	198 493
Autres	3	71 780	70 246	70 246	68 806
Sécurité publique					
Police	4	16 530	16 294	16 294	14 738
Sécurité incendie	5	24 490	24 482	24 482	23 979
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	94 560	94 707	94 707	94 554
Matières résiduelles	12	17 840	17 828	17 828	14 187
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	214 980	214 897	214 897	200 587
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	202 500	202 420	202 420	167 548
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	847 920	846 102	846 102	782 892

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1	250 116	333 762
Charges sociales	2	51 482	68 170
Biens et services	3	6 102 679	4 944 897
Frais de financement	4	152 018	65 998
Autres	5		
	6	6 556 295	5 412 827

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	23,54	35,00	42 838,00	2 045 224	417 355	2 462 579
Professionnels	2						
Cols blancs	3	37,77	35,00	68 739,00	1 673 214	325 576	1 998 790
Cols bleus	4	27,30	40,00	56 790,00	1 617 495	341 887	1 959 382
Policiers	5						
Pompiers	6	5,99	40,00	12 461,00	451 626	74 859	526 485
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	94,60		180 828,00	5 787 559	1 159 677	6 947 236
Élus	9	7,00			236 157	57 482	293 639
	10	101,60			6 023 716	1 217 159	7 240 875

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	589				589
Réseau de distribution de l'eau potable	13	25 411				25 411
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	25 912				25 912
Autres	16	516 455	268 040	1 133 379		1 917 874
	17	568 367	268 040	1 133 379		1 969 786

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	89 594	97 411
	4	89 594	97 411
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	25 311	27 931
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	25 311	27 931
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	228 619	217 162
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	15 463	14 709
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	244 082	231 871
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	70 187	69 352
Traitement des eaux usées	18	2 991	3 101
Réseaux d'égout	19	62 553	61 861
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	135 731	134 314
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 217	2 451
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 217	2 451
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	63 752	69 370
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	67 181	69 376
Autres	38	15 407	14 820
	39	146 340	153 566
Réseau d'électricité			
	40		
	41	643 275	647 544

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Rémy Langevin (Maire)	57 928	16 595
Gaston Morin (District #1)	16 380	8 190
Jessy Croteau (District #2)	16 380	8 190
Yves Gendreau (District #3)	16 380	8 190
Bernard Boulet (District #4)	16 380	8 190
Sylvie Boulet (District #5)	16 380	8 190
Marc Langlois (District #6)	21 996	10 998

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 500 000 \$

2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?

2 ☐3 ☒4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

5 ☒6 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018

7 167 844 \$

4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

8 ☒9 ☐

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 ☒	11 ☐
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	150 409 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	18 442 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 ☐	15 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 ☒	18 ☐
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	21 464 \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

29 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Montmagny

Code géographique : 18050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Montmagny,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Montmagny (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110424

Montmagny

DATE 2019-04-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	16 743 910
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>150 409</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 112 488
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	64 405
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>14 567 017</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	954 865 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>956 731 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>955 798 500</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 5 2 4 1 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Montmagny

Code géographique : 18050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	12 506 940
------------------------	---	------------

Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette

5

Activités de fonctionnement

6

Activités d'investissement

7

Autres

8

1 159 600

9

13 666 540

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau

10

1 656 450

Égout

11

99 450

Traitement des eaux usées

12

Matières résiduelles

13

1 414 120

Autres

- Protection incendies

14

325 660

- Revitalisation. centre-ville

15

27 200

16

Centres d'urgence 9-1-1

17

64 500

Service de la dette

18

Pouvoir général de taxation

19

Activités de fonctionnement

20

16 410

Activités d'investissement

21

22

3 603 790

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

23

Autres

24

25

26

3 603 790

27

17 270 330

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	240 230
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	20 630
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	260 860

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	582 010
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	508 610
	9	1 090 620

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 351 480

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	10 450
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 520
Taxes d'affaires	17	
	18	11 970

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	13 900
	24	13 900
	25	1 377 350

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 705 497 617	X 5 1,0248 /100\$	6 7 229 941				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 59 561 053	X 8 1,2287 /100\$	9 731 827				
Immeubles non résidentiels	10 153 261 815	X 11 2,0357 /100\$	12 3 119 951				
Immeubles industriels	13 43 038 215	X 14 2,5663 /100\$	15 1 104 491				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X 17 /100\$	18					
Autres	19 X 20 /100\$	21					
Immeubles agricoles	22 37 775 100	X 23 0,9470 /100\$	24 357 730				
Total			25 12 543 940	26 (..... 57 000)	27 (.....)	28 20 000	29 12 506 940

Taxes spéciales

Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X 34 /100\$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X 37 /100\$	38					
Immeubles non résidentiels	39 X 40 /100\$	41					
Immeubles industriels	42 X 43 /100\$	44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X 46 /100\$	47					
Autres	48 X 49 /100\$	50					
Immeubles agricoles	51 X 52 /100\$	53					
Total			54 55 (.....)	56 (.....)	57 58		

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....)	27 (.....)	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58
	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60 %	61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 7 2 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 8 7 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Égouts et traitement des eaux usées	0,1560	1	
Eau commercial sans compteur	412,0000	4	
Eau commercial avec compteur		7	412 \$ / 454.44 m ³ 0.99 \$ / m ³ excédentair
Eau terrains vagues desservis	54,0000	4	
Eau exploitations agricoles - Montmagny		7	412 \$ / 454.44 m ³ 0.99 \$ / m ³ excédentair
Eau exploitaqtions agricoles - St-Pierre		7	588 \$ / 454.44 m ³ 1.59 \$ / m ³ excédentair
Protection contre les incendies	49,0000	4	
Ordures commercial sans conteneurs	300,0000	4	
Ordures commercial avec conteneurs		7	Selon le volume et la fréquence de la cueille

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	17 270 330
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>45 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	12 000

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 155 758
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	64 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>15 062 072</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 999 133 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 5 0 7 5 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	3 074 951	1 104 490			731 827	357 730
De secteur	2						
Autres	3	192 451	54 043			74 791	
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	598 097	167 955			232 434	25 800
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 865 499	1 326 488			1 039 052	383 530

564

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	6 849 637		388 305	12 506 940
De secteur	10				
Autres	11	838 315			1 159 600
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	2 404 154		110 850	3 539 290
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	10 092 106		499 155	17 205 830

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 ☐	7 ☒	8 ☐
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 ☐	10 ☒	11 ☐
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☐	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☐	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☐	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	251 200 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>23 138 350 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>2 552 950 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>748 880 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>400 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-10</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , André Lévesque , atteste que le rapport financier consolidé de Montmagny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Montmagny.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montmagny consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Montmagny détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-03 08:50:17

Date de transmission au Ministère :